



7 raisons de se mobiliser contre le TAFTA !

L'Union européenne et les États-Unis négocient depuis juillet 2013 un traité de libre-échange connu sous les sigles de TAFTA ou TTIP. Il a vocation à supprimer les protections douanières. Il a pour ambition de redéfinir, hors de tout contrôle démocratique, les normes et les règles qui encadrent les échanges. Cela suppose les standards les moins exigeants possibles afin de limiter les coûts (alimentation, santé, énergie, culture, services publics, régulation financière etc.). Les règles de vie sociales seront décidées en toute opacité et seront largement irréversibles.

1. Démocratie en danger

Il s'agirait de fournir un organe juridique « neutre » aux investisseurs étrangers afin de leur garantir un environnement légal plus propice à leurs opérations d'investissement, et à se prémunir de législations locales qui leurs seraient désavantageuses. Une « coopération réglementaire » évoque en réalité un processus de prise de décision qui se situerait en dehors des mécanismes démocratiques habituels.

2. Alimentation

Les États-Unis réclament que l'Europe en finisse avec le principe de précaution. Ce dernier permet d'interdire l'usage de certains procédés ou produits tels que les OGM ou le traitement chimique des viandes.

3. Agriculture

Le TAFTA prévoit la suppression des droits de douane qui protègent encore le secteur agricole des importations de produits toujours moins chers en provenance des États-Unis. L'arrivée massive de ces viandes bon marché va conduire à la disparition des agricultures familiales qui privilégient la qualité sur la rentabilité.

4. Environnement

Les négociateurs du TAFTA ne prennent aucun engagement sérieux à lutter contre le changement climatique et à protéger l'environnement. Or, l'UE souhaite une politique ambitieuse de transition écologique basée notamment sur le développement local des énergies renouvelables.

5. Service public

En France, les choix de protéger et de subventionner un certain nombre de secteurs comme l'éducation et la santé pourraient être remis en cause. Cela découle de l'obligation faite à chaque pays signataire de traiter tous les investisseurs et les entreprises sur un pied d'égalité, quelque soit leur nationalité. Il sera presque impossible de ramener un secteur dans le domaine public s'il a été offert à la libéralisation.

6. Droit du travail

En signant un traité de libre-échange qui « simplifiera » la totalité des échanges commerciaux (biens, services, capitaux, investissements,...) avec les États-Unis, les Européens vont être poussés à restreindre les obligations légales et réglementaires des entreprises qui opèrent dans l'UE. Salaire minimum, protection sociale, retraite, horaires de travail, congés payés,...sont ainsi menacés.

7. Culture

Les États-Unis n'ont pas ratifié la convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle ; la libéralisation permettra la fin des quotas de diffusion. C'est toute la spécificité et la diversité culturelle en Europe qui est menacée de disparaître.

La mobilisation citoyenne est donc cruciale !

Un collectif de 50 organisations s'est constitué pour s'opposer au TAFTA : le Collectif Stop TAFTA.

>> **SOURCE** : www.collectifstopptafta.org